

## CULTURE • CINÉMA

## A Paris, les rebelles de La Clef espèrent plus que jamais s'offrir leur cinéma

Depuis leur expulsion le 1er mars, les cinéphiles militants qui occupaient la dernière salle associative de la capitale cherchent des fonds pour acheter les murs.

Par Denis Cosnard

Publié aujourd'hui à 09h31 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Le cinéma La Clef, à Paris, le 19 février 2021. HERVE CHATEL/HANS LUCAS VIA AFP

L'utopie rêvée par une poignée de cinéphiles parisiens va-t-elle se concrétiser ? Les militants qui occupaient le cinéma La Clef depuis 2019 ont beau avoir été expulsés début mars, ils espèrent plus que jamais devenir propriétaires de cette vieille salle du Quartier latin, et la transformer en un lieu alternatif, échappant aux logiques habituelles de rentabilité. Un optimisme nourri par deux messages reçus lundi 28 mars. Le premier est signé Céline Sciamma. La réalisatrice de *Portrait de la jeune fille en feu* (2019) a accepté d'entrer au conseil d'administration du fonds créé par le collectif. Le deuxième message vient du propriétaire du bâtiment. Le comité social et économique de la Caisse d'épargne Ile-de-France se dit prêt à discuter du projet de rachat peaufiné par les « rebelles ». Une

première, après deux ans et demi de conflit.

Le 1<sup>er</sup> mars, la bataille menée par les défenseurs du dernier cinéma associatif de Paris a bien semblé perdue. Ce jour-là, à l'aube, les policiers encerclent le bâtiment de la rue Daubenton (5<sup>e</sup> arrondissement) et évacuent les membres du collectif présents sur place depuis 882 jours. Le propriétaire a obtenu gain de cause. Depuis avril 2018, il avait fermé la salle, dans l'idée de la vendre et de réaliser une belle plus-value... sans imaginer qu'une cohorte de cinéphiles et d'apprentis cinéastes, très attachés à La Clef, allaient investir l'endroit et y projeter des films tous les jours.

**Lire aussi** | [La dernière séance du cinéma La Clef, à Paris](#)

## Solution dans le conflit

Les opposants expulsés, le propriétaire peut enfin, sur le papier, céder le cinéma, dont il ne veut plus. Sauf que l'acquéreur avec lequel il avait signé une promesse, le groupe SOS, n'est plus au rendez-vous. Après avoir consenti à payer 4,2 millions d'euros, puis attendu des mois que les lieux soient vidés pour en prendre en contrôle, il a lâché prise. En 2020, certains militants l'avaient sollicité pour trouver une solution dans leur conflit, et le groupe avait accepté d'acheter les murs tout en laissant au collectif la responsabilité de la programmation.

### **Objectif : garder les deux salles pour y présenter des films rarement vus ailleurs, et créer un café associatif, un studio d'animation et deux salles de montage**

Mais depuis, les cinéphiles en colère se sont mis à cracher sur SOS, « *un groupe devenu hégémonique dans l'économie sociale et solidaire* ». Ils mettent en cause sa « *gouvernance clanique* », les « *restructurations radicales* » qu'il impose aux associations qu'il reprend, et critiquent son patron, Jean-Marc Borello, un pilier de La République en marche. Mécontents, Borello et son équipe ont renoncé à renouveler la promesse d'achat. « *Ce qui se passe à La Clef ne nous regarde plus* », indique à présent le groupe.

Résultat : le propriétaire n'a plus d'acheteur. Malgré l'expulsion, « *la voie est désormais libre pour aller jusqu'au bout de notre projet, en achetant les murs* », se réjouit donc Claire-Emmanuelle Blot, du collectif de cinéphiles. Objectif : garder les deux salles pour y présenter des films rarement vus ailleurs, et créer un café associatif, un studio d'animation et deux salles de montage afin d'aider de jeunes cinéastes à débiter. « *Avec 400 séances par an, c'est viable* », assurent les responsables.

**Lire aussi** | [Au cinéma La Clef, à Paris, les spectateurs tiennent les murs avant l'expulsion annoncée](#)

Encore faut-il trouver l'argent pour acheter l'immeuble. Plus de 125 000 euros de dons ont déjà été récoltés, et la Mairie de Paris est prête à apporter son écot. Cela ne suffit pas. Il faudrait obtenir 2 à 3 millions auprès de grands mécènes, ainsi qu'un prêt bancaire de 1,5 million d'euros. Les militants, parfois très à gauche, qui occupaient illégalement La Clef se sont donc lancés dans une quête inattendue pour eux, celle de très riches particuliers. Milliardaires acceptés. Olivier Legrain, l'ancien patron de Materis, ex-branché du groupe Lafarge, engagé à gauche, a ainsi été contacté. Il hésite cependant à investir, compte tenu de la complexité du dossier.